

L'électronique française appelle à l'aide

En trois ans, le secteur a perdu 100.000 emplois. Concurrence de l'Asie, délocalisations, perte de compétitivité... autant d'éléments qui expliquent les grandes difficultés subies par l'industrie électronique et des nouvelles technologies. Comment inverser cette tendance?

En se faisant aider par les pouvoirs publics, répondent en coeur les grands industriels du secteur. Réunis lors d'assises à Paris, ils ont remis au ministre délégué à l'Industrie, le très sollicité Patrick Devedjian, un Livre bleu contenant une série de propositions. Ces propositions n'ont rien de bien originales. Il s'agirait pour l'Etat de subventionner des grandes programmes structurants capables de garantir la croissance et l'emploi dans la filière. Huit programmes ont été définis: l'Internet à très haut débit, la TVHD (télévision à haute définition), l'automobile intelligente, la sécurité du territoire, la domotique, l'identité numérique, la télémédecine et les technologies de base pour l'électronique. Pour le secteur, l'aide de l'Etat est indispensable afin d'innover. Le porte-parole des syndicats patronaux de l'Industrie, Pierre Gattaz, rappelle que les aides versées aux entreprises françaises sont quatre fois inférieures à celles versées aux entreprises américaines. Pour lui, aides + grands projets suffiraient à dynamiser emploi et croissance. En effet, entre 1997 et 2003, les crédits publics de R&D pour les entreprises technologiques sont passées de 5,13 milliards de dollars aux USA à 8,67 milliards. Dans la même période, les crédits de l'Europe des 15 passaient seulement de 1,84 milliards à 2,12 milliards. Si le constat est quasiment partagé par Patrick Devedjian, les solutions proposées passent mal. Les aides publiques ne semblent pas avoir sa préférence: « *La filière doit être soutenue par une politique industrielle ambitieuse* », explique-t-il. Quant aux grands programmes structurants: « *c'est une voie prometteuse mais ils sont sectoriels et relèvent de nombreux ministres avec lesquels il convient d'approfondir* ». Bref, les propositions du secteur risquent d'avoir du mal à trouver de l'écho.